

**Direction des Achats, de la Logistique  
et du Biomédical**

**Pouvoir adjudicateur :**

**CHU de BREST**  
**Etablissement support du GHT de Bretagne Occidentale**  
2 avenue Foch  
29609 BREST CEDEX

**Appel d'offres ouvert**  
**CAHIER DES CLAUSES**  
**ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**Fourniture et livraison de denrées alimentaires pour le  
GHT de Bretagne Occidentale**

La procédure de consultation utilisée est un appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et R.2124-2 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la commande publique (version en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2019)

Rédacteur : Lucie TREBAOL  
Date : 16 octobre 2025  
Référence : 2025DAL0131



# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 – OBJET .....</b>	<b>3</b>
1.1 Désignation .....	3
1.2 Décomposition en lots .....	3
<b>ARTICLE 2 – PROCEDURE – FORME DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
2.1 Procédure.....	4
2.2 Forme du marché .....	4
<b>ARTICLE 3 – DUREE .....</b>	<b>4</b>
3.1 Durée de l'accord-cadre.....	4
3.2 Délais d'exécution .....	5
3.3 Marchés complémentaires et /ou similaires.....	5
<b>ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION.....</b>	<b>5</b>
5.1 Commandes .....	5
5.2 Livraisons .....	6
5.3 Opération, vérification, admission .....	7
<b>ARTICLE 6 – PRIX ET REGLEMENT.....</b>	<b>7</b>
6.1 Règlement des fournitures.....	7
6.2 Modalités de révision.....	8
6.3 Clause de sauvegarde .....	9
6.4 Changement de référence .....	9
6.5 Versement d'avance .....	9
6.6 Conditions de règlement.....	10
6.7 Dématérialisation des factures .....	10
<b>ARTICLE 7 – PENALITES .....</b>	<b>12</b>
7.1 Pénalités de retard d'exécution des prestations.....	12
7.2 Pénalités au titre de l'article L.8222-6 du Code du Travail.....	12
<b>ARTICLE 8 – CLAUSE DE REEXAMEN.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 9 – RESILIATION .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 10 – DIFFERENDS ET LITIGES .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 11 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 12 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE.....</b>	<b>14</b>

## **Préambule sur la référence aux textes en vigueur**

Cette procédure est passée en application du Code de la Commande Publique, version consolidée au 1<sup>er</sup> avril 2019.

Les documents de la consultation font référence à ce texte par la mention « Code de la Commande Publique » ou « CCP ».

## **Préambule sur le Groupement Hospitalier de Territoire - GHT**

Dans le cadre de la loi du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, le groupement hospitalier de territoire (GHT) de Bretagne Occidentale (territoire de santé n° 1) a été formé au 1er juillet 2016 par arrêté de l'agence régionale de santé Bretagne.

Le GHT de Bretagne Occidentale est composé des établissements suivants :

- le Centre Hospitalier Universitaire de Brest  
2 avenue Foch – 29609 BREST cedex
- Le Centre Hospitalier de Crozon  
Rue Théodore Botrel – BP 9 – 29160 CROZON
- Le Centre Hospitalier de Landerneau  
1 route de Pencran Lavallot – 29207 LANDERNEAU cedex
- Le Centre Hospitalier de Lanmeur  
9 rue Traon Bezen – 29620 LANMEUR
- Le Centre Hospitalier de Lesneven  
Rue Barbier de Lescoat – 29260 LESNEVEN
- Le Centre Hospitalier des Pays de Morlaix  
15 rue de Kersaint-Gilly – 29672 MORLAIX cedex
- Le Centre Hospitalier de Saint Renan  
17 rue de Brest – 29290 SAINT RENAN

A ce titre, l'acheteur est l'établissement support du GHT soit pour le GHT de Bretagne Occidentale :

Centre Hospitalier Universitaire de Brest  
2 avenue Foch – 29609 BREST cedex

qui assure la fonction achat pour le compte des établissements parties au groupement, conformément aux seuils de délégation de signature pour les marchés publics et contrats de concession.

Le Centre Hospitalier Universitaire de Brest assure l'ensemble de la procédure de passation de l'accord-cadre et des avenants (article R6132-16 du Code de la santé publique). Il est chargé de signer l'accord-cadre, les avenants et de les notifier.

Chaque établissement partie exécute l'accord-cadre.

D'autres établissements membres du GHT sont susceptibles de s'ajouter à cet accord-cadre dans le cadre du groupement. Un ajout éventuel ferait l'objet d'un avenant.

## ARTICLE 1 – OBJET

### 1.1 Désignation

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) a pour objet la prestation suivante :

#### Fourniture et livraison de denrées alimentaires pour le GHT de Bretagne Occidentale

Pour les établissements du Groupement Hospitalier de Territoire de Bretagne Occidentale (GHT BO) suivants :

- Le Centre Hospitalier Universitaire de Brest (CHU de Brest)
- Le Centre Hospitalier Ferdinand Grall de Landerneau (CH de Landerneau)
- Le Centre Hospitalier Le Jeune de Saint-Renan (CH de Saint-Renan)

Les caractéristiques et quantités des produits sont précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

### 1.2 Décomposition en lots

Les fournitures sont composées des 21 lots suivants :

Classe	N°	Désignation
1. EPICERIE	1	Biscuits
	2	Chocolat
	3	Confiserie
	4	Conserves fruits et desserts
	5	Epices et condiments
	6	Graines et fruits séchés
	7	Produits de pâtisserie
	8	Produits supermarché
2. PAIN FARINE	9	Farines
	10	Céréales et amidons
	11	Crêpes
	12	Pain
3. POISSONS FRAIS	13	Poissons frais
4. PRODUITS LAITIERS	14	Beurre, fromages et laitages
	15	Yaourts et crèmes dessert Bio
	16	Lait
5. PRODUITS SURGELES	17	Pâtisserie
	18	Légumes
	19	Produits frits
	20	Purées de fruits
	21	Pain surgelé

Les quantités inscrites au bordereau de prix unitaires sont des quantités indicatives basées sur les consommations antérieures.

La valeur des accords-cadres conclus à l'issue de cette consultation correspond à la somme des produits : prix unitaires HT par la quantité prévisionnelle de chaque produit.

Les lots composant la consultation pourront être attribués à un ou plusieurs fournisseurs.

## ARTICLE 2 – PROCEDURE – FORME DU MARCHÉ

### 2.1 Procédure

La procédure utilisée est celle de l'appel d'offres ouvert, par application des articles R2124-2 et R2161-3 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique.

### 2.2 Forme du marché

Chaque marché revêt la forme d'un accord-cadre mono-attributaire sans remise en concurrence, fixant toutes les dispositions contractuelles, selon les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R2162-13 à R2162-14 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique.

Le montant maximum du marché est fixé à 1 052 526.00 € HT pour la durée totale de l'accord-cadre, réparti comme suit par lot :

N°	Désignation	Montant sur la durée maximale (en euros HT)
1	Biscuits	51 880
2	Chocolat	8 468
3	Confiserie	15 224
4	Conserves fruits et desserts	21 949
5	Epices et condiments	9 670
6	Graines et fruits séchés	16 621
7	Produits de pâtisserie	19 236
8	Produits supermarché	38 453
9	Farines	45 448
10	Céréales et amidons	75 512
11	Crêpes	46 888
12	Pain	39 821
13	Poissons frais	137 316
14	Beurre, fromages et laitages	205 744
15	Yaourts et crèmes dessert Bio	19 764
16	Lait	152 000
17	Pâtisserie	16 320
18	Légumes	52 953
19	Produits frits	57 394
20	Purées de fruits	13 596
21	Pain surgelé	8 269

## ARTICLE 3 – DUREE

### 3.1 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre prend effet à compter du 2 février 2026 ou à la date de réception de la notification si cette dernière est postérieure, pour une durée de 24 mois.

Au-delà de sa première période d'exécution, il pourra éventuellement être reconduit 2 fois pour une période de 12 mois par reconduction tacite du CHU de Brest. Dans le cas contraire, la dénonciation sera possible jusqu'à 3 mois avant l'échéance.

La durée totale de l'accord-cadre (périodes de reconductions comprises) ne pourra excéder 48 mois.

Le titulaire ne pourra refuser la reconduction.

Toutefois, l'acheteur se réserve la faculté de résilier l'accord-cadre à n'importe quel moment, sans indemnité pour le titulaire en cas de mauvaise exécution ou non-exécution de la prestation. A défaut d'accord, l'accord-cadre sera résilié en totalité ou partiellement – si le litige ne concerne qu'un lot de l'accord-cadre – par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **3.2 Délais d'exécution**

Les délais d'exécution se réalisent au fur et à mesure des besoins exprimés selon les modalités précisées à l'article 5 du présent CCAP.

### **3.3 Marchés complémentaires et /ou similaires**

Le CHU de Brest se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence, pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R2122-7 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique.

## **ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les pièces constitutives de l'accord-cadre, par ordre de priorité d'application, sont les suivantes :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes
- les bons de commande
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHU de Brest fait seul foi
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire conservé dans les archives du CHU de Brest fait seul foi
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) – Arrêté du 30 mars 2021.
- la réponse technique du titulaire.

Les documents visés ci-dessus sont supposés connus du titulaire de l'accord-cadre ; celui-ci est tenu d'en accepter les clauses et conditions particulières qui seraient éventuellement contraires à ses conditions personnelles de vente ou à celles des organisations professionnelles.

## **ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION**

Les correspondances, réunions et discussions relatives aux accords-cadres se dérouleront en français ; il appartiendra au titulaire de désigner, pour l'exécution des accords-cadres, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

### **5.1 Commandes**

L'exécution des accords-cadres s'opère par bons de commande établis au fur et à mesure des besoins et visés et adressés par chacun des établissements du GHT BO.

Le bon de commande vaut mise en demeure pour l'application de l'article 11 et pour l'exécution par défaut prévue à l'article 41 du CCAG /FCS.

Le bon de commande comporte :

- la référence au présent accord-cadre
- le numéro de commande

- le nom et l'adresse du titulaire
- la désignation de la fourniture
- les lieux et jours/heures de livraison
- la date limite de livraison
- les quantités commandées
- les prix unitaires
- le montant total HT et TTC du bon de commande
- l'adresse de facturation.

Toute livraison effectuée en l'absence de bon de commande ne fera l'objet d'aucun règlement.

Au cas où le fournisseur ne pourrait fournir le produit demandé sur le bon de commande, il doit demander l'accord préalable du service émetteur du bon de commande, qui répondra également pour remplacer le produit concerné par un autre, en aucun cas de qualité inférieure. Ce dernier sera facturé au prix du marché même si le produit proposé est de meilleure qualité que celui référencé au marché.

Il est rappelé que le responsable approvisionnements doit tout mettre en œuvre pour faciliter le groupage des commandes, à charge du fournisseur de limiter au maximum les livraisons, les bordereaux de livraisons et les factures.

Toutes les références mentionnées au bordereau des prix unitaires doivent être conformes aux spécificités techniques.

## **5.2 Livraisons**

Les livraisons de fournitures sont effectuées suivant les dispositions visées au CCTP et conformément aux modalités pratiques décrites ci-dessous.

Les livraisons sont effectuées à l'adresse mentionnée sur le bon de commande. Toute livraison égarée du fait du non-respect de l'adresse de livraison reste à la charge du titulaire et ne peut être facturée à l'établissement.

Les livraisons seront faites par les soins du titulaire, à ses frais et risques, franco de port et d'emballage sans minimum de commande.

Toute disposition sera prise sur les emballages pour assurer une identification détaillée du produit afin de permettre un contrôle rapide à la réception.

Le délai d'exécution court à compter de la date d'émission du bon de commande. A défaut du respect des différents délais prévus, il sera fait application de l'article 7.1 du présent CCAP.

Le titulaire est responsable du mode de transport de ses produits notamment les risques afférents au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement et d'arrimage.

### **IMPORTANT**

En cas de **problème** concernant ces livraisons, le fournisseur s'engage à prévenir les établissements émetteurs de la commande, **dès réception de cette commande**.

Les livraisons seront effectuées en présence du responsable du magasin ou de la cuisine de chacun des établissements ou de ses représentants, seuls habilités à réceptionner les marchandises et à viser les bons de livraison et/ou bons de transport.

Les bons de livraison seront conformes à la description reportée à l'article 5 du CCTP.

Le fournisseur se conformera aux recommandations émises à l'article 5 du CCTP.

En cas :

- de refus de livraison
- de livraison incomplète
- de retard
- de non-remplacement dans les délais impartis d'une fourniture ayant fait l'objet d'un rejet,
- en cas de rupture de stock d'un produit référencé à l'accord-cadre

les établissements pourront s'approvisionner auprès du fournisseur de leur choix, aux frais et risques du titulaire, sans mise en demeure.

En cas de rupture de stock d'un produit référencé à l'accord-cadre et que le titulaire est à même de remplacer par un produit d'une autre référence : le prix facturé ne pourra être supérieur à celui du produit retenu à l'accord-cadre si celui-ci est plus cher.

### ***5.3 Opération, vérification, admission***

Les opérations de vérification ayant pour objet de contrôler la conformité de la prestation avec les spécifications de l'accord cadre seront effectuées dans les conditions prévues par les articles 27 à 29 du CCAG /FCS.

Chaque établissement procède aux opérations de vérification qu'il estime nécessaires, et telles que définies dans le CCTP.

L'échantillon et sa fiche technique fournis par le titulaire dans le cadre de la consultation serviront de critères de référence et demeurent contractuels en cas de contestation sur les livraisons.

En cas de **litige**, l'établissement se réserve le droit de faire procéder **à tout contrôle de la qualité**.

**Les produits livrés qui ne seraient pas strictement identiques aux modèles proposés, qui, à l'usage, ne donneraient pas satisfaction ou qui ne seraient plus livrés selon les directives indiquées au CCTP, devront être repris ou échangés aux seuls frais du fournisseur.**

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la quantité indiquée sur le bon de commande, le titulaire de l'accord-cadre, suivant le cas, se verra refuser l'excédent de la commande ou au contraire invité à compléter la livraison dans les délais prescrits.

**Vérification** : elle aura lieu dans les locaux de l'établissement, par les agents désignés à cet effet et sera qualitative et quantitative, conformément aux dispositions du CCTP.

**Admission** : l'admission sera prononcée par l'agent habilité au service. Elle est matérialisée par le bulletin de livraison et son duplicata qui, visé par signature du représentant de la personne responsable du marché vaut procès-verbal d'acceptation, sous réserve des vices cachés. La signature du bon de livraison par la personne responsable des réceptions est impérative. A défaut la marchandise sera considérée comme non réceptionnée.

## **ARTICLE 6 – PRIX ET REGLEMENT**

### ***6.1 Règlement des fournitures***

**Les fournitures sont réglées de façon distincte par établissement à l'origine de la commande.**

Les fournitures sont réglées sur la base de prix unitaires appliqués aux quantités livrées.



Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la fourniture, ainsi que tous les frais afférents au traitement administratif de la commande, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, **au transport**, jusqu'au lieu de livraison.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans l'accord-cadre sont exprimés hors TVA. Le taux de TVA doit être précisé.

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Les prix s'entendent franco de port et d'emballage.

Les seuils minima de commande ne sont pas acceptés.

## **6.2 Modalités de révision**

Les prix sont établis sur la base de conditions économiques du mois M0 de la date de notification de l'accord-cadre.

Les prix figurant à l'acte d'engagement sont fermes pour le 1<sup>er</sup> semestre d'exécution.

Au-delà du 1<sup>er</sup> semestre d'exécution, les prix pourront éventuellement faire l'objet d'une révision périodique semestrielle, selon un coefficient de variation en hausse ou en baisse, obtenu par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 \times [0.3 + 0.7 \times (I/I_0)]$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé

P<sub>0</sub> = Prix initial ou précédent selon le cas

I = Valeur du dernier indice connu, à la date de la demande de révision

I<sub>0</sub> = Valeur de l'indice initial (indice connu à la date de réception de l'offre) ou précédent

Pour chacun des lots, les indices de référence précisés à l'annexe 1 du présent CCAP.

Les indices à retenir pour le calcul des révisions sont disponibles sur le site de l'INSEE, <http://indicespro.insee.fr>.

Sur cette base, et au début de chaque période de révision, le titulaire doit faire parvenir au CHU de Brest un barème des prix applicables pour la période suivante.

En cas :

- d'absence d'indice sur une période, l'indice à prendre en considération sera celui de la période précédente
- d'évolution de la base de l'indice : si durant la période d'exécution de l'accord-cadre, la base de l'indice (servant de base au prix de celui-ci), vient à être modifié ou supprimé, l'accord-cadre est aménagé sur ce point par un avenant, prenant une autre base de calcul du prix, avec modification de l'indice le cas échéant. A défaut d'accord entre les parties sur la rédaction de cet avenant, l'accord-cadre est automatiquement résilié sans indemnité à partir du jour de la modification ou de la suppression ou de la modification de la base initiale.

Le coefficient final de révision est arrêté à la troisième décimale et est arrondi au millième supérieur.

Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant la période de reconduction concernée.

Pour chaque révision, le fournisseur devra en faire la demande par lettre recommandée au moins 30 jours avant la date de révision annuelle.

Les hausses et les baisses résultant d'une révision de prix ne seront applicables qu'après accord écrit du Directeur des Achats, de la Logistique et du Biomédical du CHU de Brest ou son représentant. Cet accord doit intervenir dans les 30 jours calendaires à compter de la date de réception du courrier recommandé. Le silence gardé par le CHU de Brest vaut refus de la proposition.

### **6.3 Clause de sauvegarde**

Au cas où le nouveau prix, tel que calculé selon les dispositions prévues à l'article 6.2 du présent CCAP, serait supérieur à 2% du dernier prix, le CHU de Brest se réserve la possibilité de résilier sans indemnité la partie de l'accord-cadre non encore exécutée

A défaut d'accord, le CHU de Brest pourra prononcer la résiliation de l'accord-cadre sans mise en demeure préalable aux torts exclusifs du titulaire, sans que celui-ci ne puisse prétendre à une indemnité.

### **6.4 Changement de référence**

Dans le cas de modification des produits n'entraînant pas de modification dans les résultats ou de modification de matériel, et quelle qu'en soit l'origine, le fournisseur sera tenu :

- de prévenir le Directeur des Achats, de la Logistique et du Biomédical du CHU de Brest ou son représentant, au moins deux mois à l'avance afin qu'il recueille, pour le changement, l'accord des utilisateurs ;
- de maintenir, pour la période d'exécution de l'accord-cadre restant à courir, le prix initial du produit ;
- d'accepter, en cas de modification majeure, le retrait du lot correspondant à ce produit de l'accord-cadre.

### **6.5 Versement d'avance**

Une avance de 5% peut être accordée sauf renonciation écrite du titulaire.

Cette clause ne s'applique pas si le montant de la commande est inférieur au seuil de 50 000 € H.T.

Dans le cas où le titulaire souhaiterait le versement de cette avance, il leur sera demandé la production d'une garantie à première demande.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du bon de commande.

Le montant de l'avance est déterminé conformément à l'article 11.1 /Option B du CCAG/FCS portant application de l'article R2191-7 Al. 3° du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique.

Si le délai d'exécution n'excède pas 12 mois, cette avance est égale à 5% (ou le cas échéant 10% pour les petites et moyennes entreprises) du montant initial toutes taxes comprises de la commande.

Si le délai d'exécution est supérieur à 12 mois, cette avance est égale à 5% (ou le cas échéant 10% pour les petites et moyennes entreprises) de la somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises de la commande divisé par sa durée exprimée en mois.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance sera mandatée sur le vu d'un projet de décompte présenté par le prestataire.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et R2191-12 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant minimum TTC du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque 80 % de ces prestations aura été effectué.

## **6.6 Conditions de règlement**

### **Les factures sont établies de façon distincte par établissements du GHT BO.**

La présentation des demandes de paiement et modalités de règlement s'effectueront dans les conditions fixées aux articles 11 et 12 du CCAG /FCS.

Le paiement est effectué par mandat administratif, après service fait sur présentation de factures portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- ◇ le nom, l'adresse, le numéro de SIRET du créancier,
- ◇ le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- ◇ le numéro et la date du bon de commande
- ◇ le numéro de l'accord-cadre
- ◇ la désignation précise de la fourniture livrée
- ◇ les quantités livrées
- ◇ le prix unitaire hors T.V.A. des fournitures
- ◇ le pourcentage de remise accordé
- ◇ le prix unitaire net H.T. (remise déduite)
- ◇ le montant hors T.V.A.
- ◇ le taux et le montant de la T.V.A.
- ◇ le montant total T.V.A. comprise correspondant aux fournitures livrées
- ◇ la date de facturation

Le délai de mandatement s'apprécie à compter de la date de réception des factures par chacun des établissements du GHT BO exécutant l'accord-cadre.

Le délai global de paiement du présent accord-cadre est fixé à 50 jours. Le dépassement ouvre de plein droit le versement d'intérêts moratoires.

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013, le taux des intérêts moratoires est celui appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile en cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi 2013-100 du 28 janvier 2013 est également due.

Il doit être établi une facture par livraison. Les factures seront transmises le jour même de la livraison (et au plus tard fin de décade de livraison).

## **6.7 Dématérialisation des factures**

L'ordonnance du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique a prévu une dématérialisation des demandes de paiement applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 aux grandes entreprises et aux fournisseurs publics, puis progressivement généralisée jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2020 en tenant compte de la taille des entreprises concernées.

L'utilisation de CHORUS PORTAIL PRO (CPP) est ainsi désormais obligatoire pour toutes les demandes de paiement.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

La facturation électronique doit passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'établissement doit rejeter la facture transmise en avertissant le titulaire au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

Néanmoins, et uniquement sur demande expresse écrite de l'établissement concerné, possibilité est laissée d'utiliser un autre moyen de transmission de facture.

Les identifiants de facturation du GHT BO sont :

CHU de Brest	
<b>Identifiant Structure</b>	20002305900013
<b>Code service</b>	EA
<b>Engagement</b>	N° de commande

CH de Landerneau	
<b>Identifiant Structure</b>	26290003800015
<b>Code service</b>	HA_DSEL_1
<b>Engagement</b>	N° de commande

CH de Saint-Renan	
<b>Identifiant Structure</b>	26290011100028
<b>Code service</b>	9610
<b>Engagement</b>	N° de commande

Vous trouverez un « kit documentaire fournisseur » sur la plate-forme communauté Chorus Pro :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4016>

Cette plate-forme est accessible sans identifiant ni mot de passe.

## **ARTICLE 7 – PENALITES**

### **7.1 Pénalités de retard d'exécution des prestations**

Par dérogation à l'article 14.1. du CCAG/FCS, en cas de retard dans les livraisons ou de non-remplacement dans les délais impartis d'une marchandise ayant fait l'objet d'un rejet, le fournisseur encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 20 € HT par jour de retard. Le montant de ces pénalités sera notifié au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et fera l'objet d'un titre exécutoire. Les pénalités pour retard commencent à courir sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1.3. du CCAG /FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

Les pénalités sont cumulables.

### **7.2 Pénalités au titre de l'article L.8222-6 du Code du Travail**

Conformément à l'article L.8222-6 du Code du Travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même Code, il pourra lui être appliqué une pénalité journalière de 100€ H.T., dans la limite des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 et de 10 % du montant de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 8 – CLAUSE DE REEXAMEN**

Les accords-cadres pourront faire l'objet de modification dans les cas suivants :

- Le Centre Hospitalier de Landerneau est un établissement exécutant des accords-cadres contractualisés par le Centre Hospitalier Universitaire de Brest au nom du GHT de Bretagne Occidentale. L'exécution de ces accords-cadres au bénéfice de cet établissement est susceptible d'être transférée en cours d'exécution au bénéfice d'un futur Groupement d'Intérêt Public (GIP) constitué par le Centre Hospitalier de Landerneau et le Centre Hospitalier de Lesneven. Un avenant actant ce transfert sera signé entre le(s) titulaire(s) et l'acheteur avant la constitution de ce GIP ;
- Des produits correspondant à des besoins réguliers, non identifiés au lancement de la consultation et non recensés dans les annexes du CCTP peuvent être ajoutés en cours d'exécution des accords-cadres, sans altération de l'équilibre financier de l'accord-cadre ;
- Si un événement imprévisible et étranger à la volonté des parties provoque le bouleversement de l'économie de l'accord-cadre en ce qu'il impacte le prix des fournitures prévues à l'accord-cadre, les parties contractantes peuvent convenir de la modification de la clause de révision des prix, le cas échéant pour une durée limitée. Le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques de l'accord-cadre, la livraison des fournitures prévues à l'accord-cadre dans leur niveau de qualité ou de prix. Sous réserve de l'accord des deux parties, cette modification fera l'objet d'un avenant.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, l'exécution de l'accord-cadre est poursuivie dans les mêmes conditions par le titulaire. L'acheteur peut également décider de résilier l'accord-cadre pour ce motif, pour événements extérieurs à l'accord-cadre, sans indemnité pour le titulaire.

- Dans le cadre d'évènements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du

titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Toute clause de réexamen ou modification des accords-cadres fera systématiquement l'objet d'un avenant qui devra être signé par le titulaire et l'acheteur hormis quand une modification unilatérale est décidée par l'acheteur.

## ARTICLE 9 – RESILIATION

L'accord-cadre pourra être résilié suivant les dispositions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS. Par dérogation à l'article 42, le titulaire ne pourra prétendre en aucun cas au versement d'une indemnité tel que prévu à l'article 43 du CCAG /FCS.

L'acheteur se réserve également le droit de résilier totalement ou partiellement ou de modifier l'accord-cadre pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

- **carence du fournisseur** : si les utilisateurs décèlent une dégradation de la qualité entraînant des résultats non satisfaisants ;
- **cessation de fabrication ou commercialisation** de la part du fournisseur attributaire qui en aura avisé le Directeur des Achats, de la Logistique et du Biomédical du CHU de Brest au moins deux mois à l'avance ;
- **non-respect de l'une des clauses du présent CCAP** et, particulièrement, celles de l'article 5 concernant les modalités d'exécution ;
- **non-respect** des conditions et délais de livraisons proposés par le titulaire lors de la remise de son offre ;
- en cas de cessation volontaire de commerce, faillite ou de liquidation judiciaire. Dans ce cas, l'accord-cadre sera résilié de plein droit, sans préjudice des droits à exercer au nom des établissements concernés sur les prix des livraisons non soldées. En cas de cession de fonds de commerce, le nouveau titulaire prendra à sa charge, après élaboration d'un avenant de transfert, les engagements souscrits par son prédécesseur.

### ATTENTION :

**En cas de manquement du fournisseur titulaire de l'accord-cadre mettant les établissements concernés dans l'obligation de faire appel à un autre fournisseur, le titulaire prendra à sa charge le surcoût de l'opération sur production par l'établissement concerné de la facture correspondante.**

Si la résiliation est prononcée en application de l'article 38 du CCAG/FCS, l'établissement se réserve la possibilité de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire (article 45 du CCAG/FCS).

La résiliation globale ou partielle sera prononcée par lettre recommandée du CHU de Brest avec accusé de réception et prendra effet 15 jours après sa notification au titulaire.

## ARTICLE 10 – DIFFERENDS ET LITIGES

En cas de litige, la loi française est la seule applicable. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Tout différend survenant à l'occasion de la présente consultation sera soumis, préalablement à la mise en œuvre des dispositions prévues dans le CCAG/FCS, au Directeur des Achats, de la Logistique et du Biomédical du CHU de Brest ou son représentant.

En cas de différend relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre, entre le titulaire de l'accord-cadre et l'acheteur, le CHU de Brest proposera au prestataire de régler le litige à l'amiable.

En cas d'échec de la démarche amiable, seul le tribunal administratif de Rennes sera compétent.

## **ARTICLE 11 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX**

L'article 7.1 du présent CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG /FCS

L'article 7.1 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG /FCS

L'article 9 du présent CCAP déroge à l'article 42 du CCAG /FCS

## **ARTICLE 12 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE**

La Trésorerie Principale de BREST CH est chargée du paiement des fournitures livrées dans le cadre du présent accord-cadre pour le CHU de Brest, le CH de Landerneau et le CH de Saint-Renan.